



Suivi des dépenses locales

Le creux de l'été
Mise à jour des données de juillet 2023

À propos du suivi des dépenses locales

- L'outil de **Suivi des dépenses locales** permet de suivre en temps opportun les habitudes de dépenses à travers le Canada.
- Contrairement à d'autres sources de données, notre outil de suivi fournit de l'information détaillée pour 35 localités, en utilisant une méthodologie qui tient compte de la saisonnalité, de l'inflation et des changements démographiques.
- Notre outil de suivi fournit des indicateurs avancés qui sont complémentaires aux statistiques officielles sur les dépenses de consommation, mais qui sont disponibles plus rapidement, à une fréquence plus élevée et pour un plus grand nombre de villes.



Un mot de l'économiste en chef

Le mois dernier, l'outil de suivi des dépenses locales du LDE a relevé des signes avant-coureurs d'un possible ralentissement des dépenses de consommation suite aux hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada. Les données d'un autre mois montrent plus clairement que les dépenses ont commencé l'été difficilement, avec un ralentissement notable à la mi-juin et en juillet, après les dernières hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada.

De nombreux analystes se sont demandé pourquoi les hausses de taux cumulées de près de 5 points de pourcentage au cours de la dernière année et demie n'ont pas encore ralenti l'économie et ramené l'inflation à son niveau cible. Comme le [souligne](#) David Parkinson, la situation se résume à ceci : Faut-il encore majorer les taux d'intérêt? Ou devons-nous simplement attendre plus longtemps pour les voir agir?

De plus en plus, je penche en faveur de la deuxième hypothèse. Les mesures de la Banque du Canada commencent à peine à faire effet. Une façon de comprendre la réaction tardive de l'économie canadienne à la hausse des taux est d'analyser le caractère restrictif de la politique monétaire, mesuré par le taux d'intérêt directeur réel (c'est-à-dire le taux nominal au jour le jour moins le taux d'inflation).

Comme le montre mon [graphique](#) ci-dessous, même si la Banque a commencé à relever ses taux en mars 2022, il lui a fallu une année entière pour atteindre le point de croisement notable, où le taux directeur nominal a finalement dépassé le taux d'inflation, rendant le taux directeur réel positif, et décourageant donc les dépenses.

Comme la plupart des autres banques centrales, la BDC a pris du retard au cours du premier semestre 2022, lorsque l'inflation s'est accélérée à l'échelle mondiale, l'invasion de l'Ukraine par la Russie ayant exacerbé les problèmes extrêmes de la chaîne d'approvisionnement. Le taux directeur réel au Canada a été profondément négatif, et a donc essentiellement encouragé les dépenses, tout au long des années 2021 et 2022 (atteignant un creux de -6,7 % en avril 2022).

En fait, ce n'est que depuis quelques mois, depuis mai 2023, que le taux directeur réel du Canada a commencé à se faire ressentir, la hausse des taux d'intérêt coexistant avec le ralentissement de l'inflation. (Le ralentissement de l'inflation de l'IPC global reflète en grande partie la baisse des prix de l'essence par rapport à l'année précédente. Ces « effets de base » disparaissent enfin des calculs d'une année sur l'autre, ce qui ralentira la progression).

Les dernières données du Conference Board du Canada pour le mois d'août placent la confiance des consommateurs en territoire de récession, soit 40 % de moins que la moyenne de l'enquête. Moins de 9 % des consommateurs pensent que le moment est propice pour faire un achat important, un chiffre encore plus bas qu'au début de la pandémie! L'indice hebdomadaire Nanos-Bloomberg de confiance des consommateurs a également chuté, quoique plus modestement, après que la Banque du Canada a recommencé à relever ses taux en juin.



Un mot de l'économiste en chef (suite)

Pour sa part, le marché du travail reste anormalement tendu, la forte demande générant une forte croissance de l'emploi et surprenant constamment à la hausse. Toutefois, cette dynamique commence elle aussi à se relâcher. Les offres d'emploi sont en baisse par rapport à leur niveau record et le taux de chômage a atteint 5,5 % en juillet, soit un demi-point de pourcentage de plus que quelques mois plus tôt.

Nos données sur les dépenses à la consommation montrent que la forte croissance démographique due à l'immigration, combinée à une inflation plus élevée que d'habitude, permet à l'économie de continuer à progresser, du moins en termes nominaux, mais il y a de véritables fissures dans les fondamentaux lorsque l'on regarde en dessous de la surface.

Tout d'abord, les bonnes nouvelles : en juillet, les dépenses nominales ont augmenté de plus de 2 % en rythme annuel et ont été positives dans toutes les régions du pays, à l'exception du Manitoba.

Toutefois, si l'on creuse les données de haute fréquence, on constate qu'après la résistance surprenante des consommateurs en avril et au début de juin, les dépenses ont chuté de façon notable à la mi-juin et en juillet, à la suite des dernières hausses de taux d'intérêt de la Banque. Après correction de l'inflation, la croissance des dépenses réelles est devenue négative sur une base annuelle après ces hausses de taux. Pour le mois de juillet, elle a baissé d'un peu plus de 1 % au niveau national et est négative dans sept des treize régions.

Une fois l'inflation et la croissance démographique éliminées, la croissance des dépenses réelles par personne est une source majeure de préoccupation. Elle a été négative tout au long du deuxième trimestre. En juillet, elle a baissé de plus de 3 % sur une base nationale annuelle et est négative partout, sauf dans deux territoires. À l'heure actuelle, la faiblesse est fortement concentrée dans le centre du Canada (l'Ontario et ses principales villes, Toronto, Ottawa, Hamilton, Kitchener-Waterloo, ainsi que le Manitoba).

Alors, à quoi faut-il s'attendre maintenant? Les signaux les plus récents suggèrent que non seulement les consommateurs perdent confiance, mais qu'ils finissent par réduire leurs dépenses. L'économie canadienne devrait ralentir au second semestre, en raison de la faiblesse des dépenses et du ralentissement du marché du travail.

Les entreprises devraient garder leurs dépenses sous contrôle, car leurs revenus risquent d'être mis à mal.

La Banque du Canada devrait se montrer patiente et prudente quant à de nouvelles hausses de taux. Si les pressions inflationnistes sous-jacentes restent problématiques, aucune autre mesure n'est nécessaire à ce moment. Nous avons simplement besoin de plus de temps pour que les premiers correctifs fassent leur chemin dans l'économie.

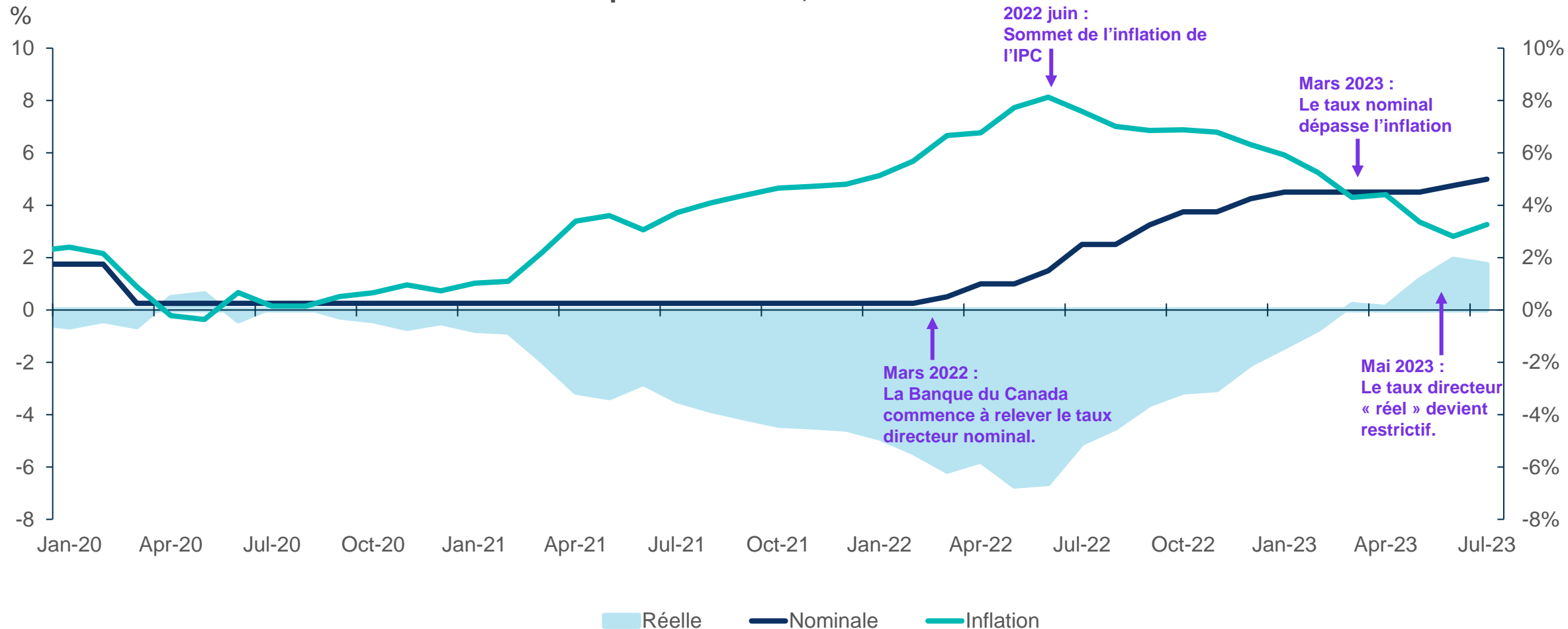
Stephen Tapp (STapp@Chamber.ca)

Économiste en chef de la Chambre de commerce du Canada



Contexte : Malgré la hausse des taux amorcée en mars 2022, la politique monétaire n'est devenue restrictive que récemment, avec des taux d'intérêt plus élevés et un ralentissement de l'inflation

Taux directeurs nominaux et réels de la Banque du Canada, inflation de l'IPC

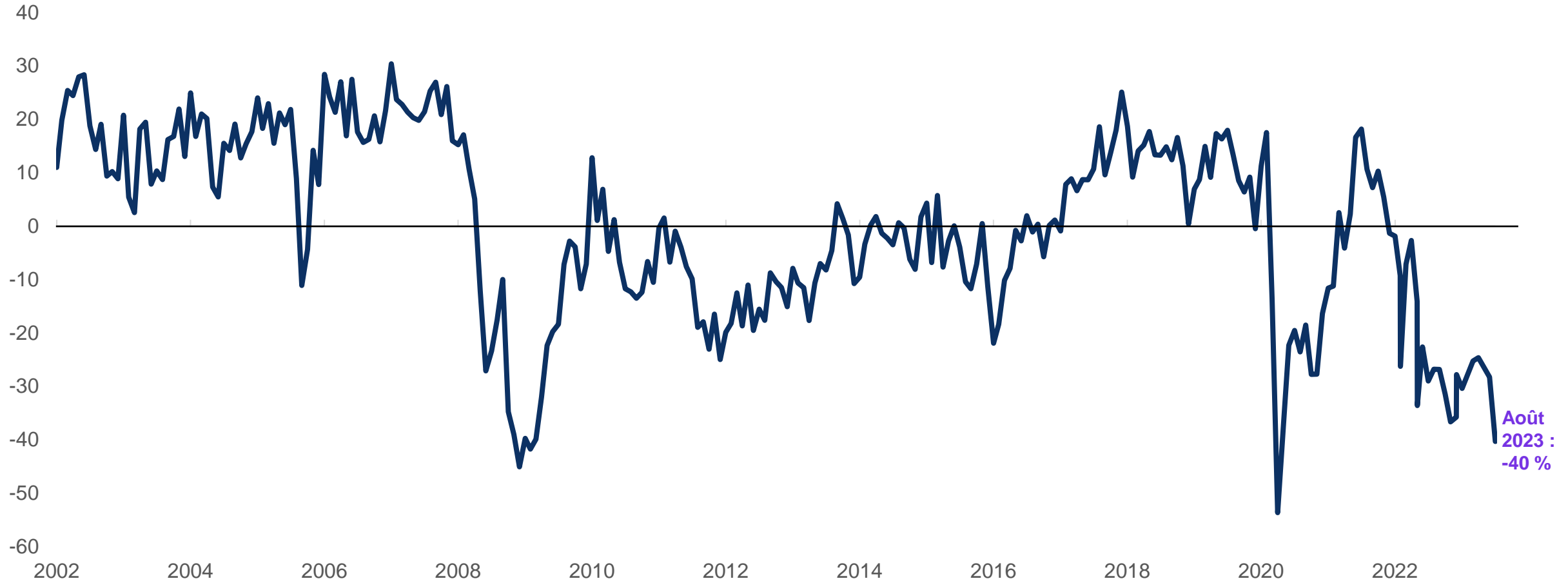


Taux directeur nominal = taux au jour le jour de la Banque du Canada; Taux directeur réel = taux directeur corrigé de l'inflation; Inflation = variation annuelle de l'indice global des prix à la consommation.

Source : Calculs du Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada à partir des données de la Banque du Canada et de Statistique Canada.

Contexte : La confiance des consommateurs est récemment tombée en territoire de récession

Confiance des consommateurs, Canada
Écart en % par rapport à la moyenne de l'enquête



Source : Calculs du Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada à partir des données du Conference Board du Canada.



National

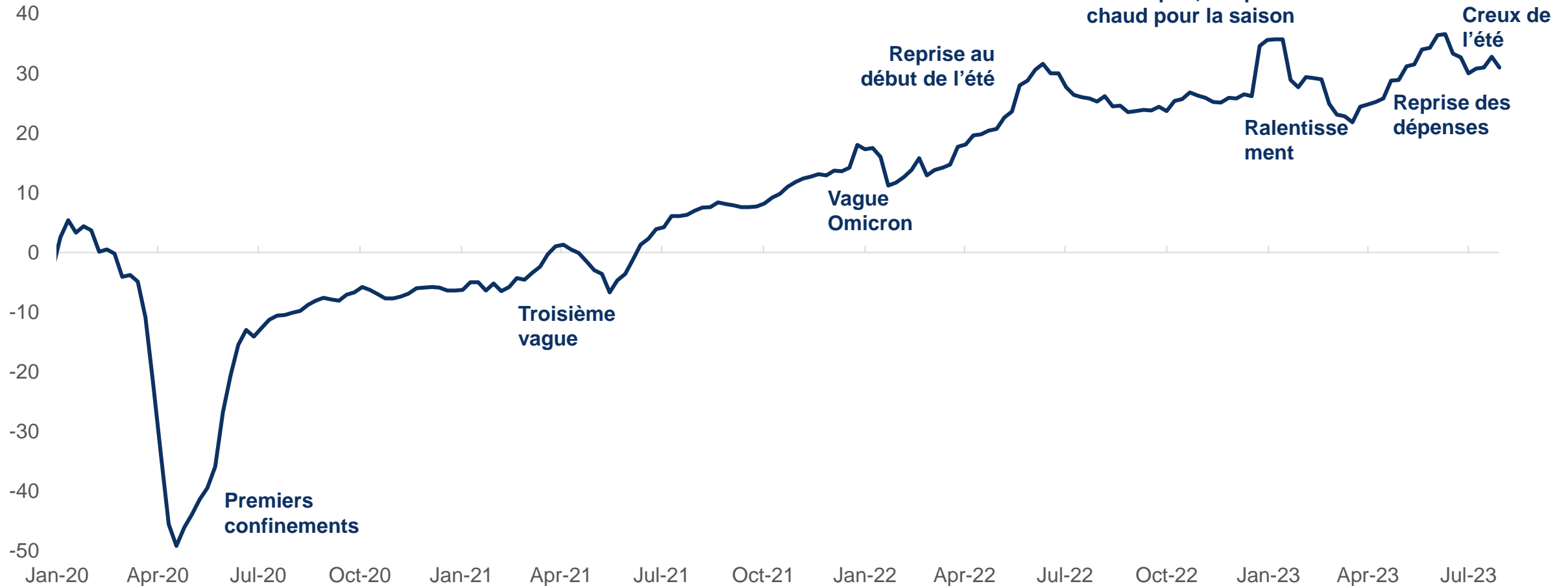




Évolution des dépenses nationales depuis le début de la pandémie

Dépenses nominales, Canada

Variation en % par rapport à février 2020



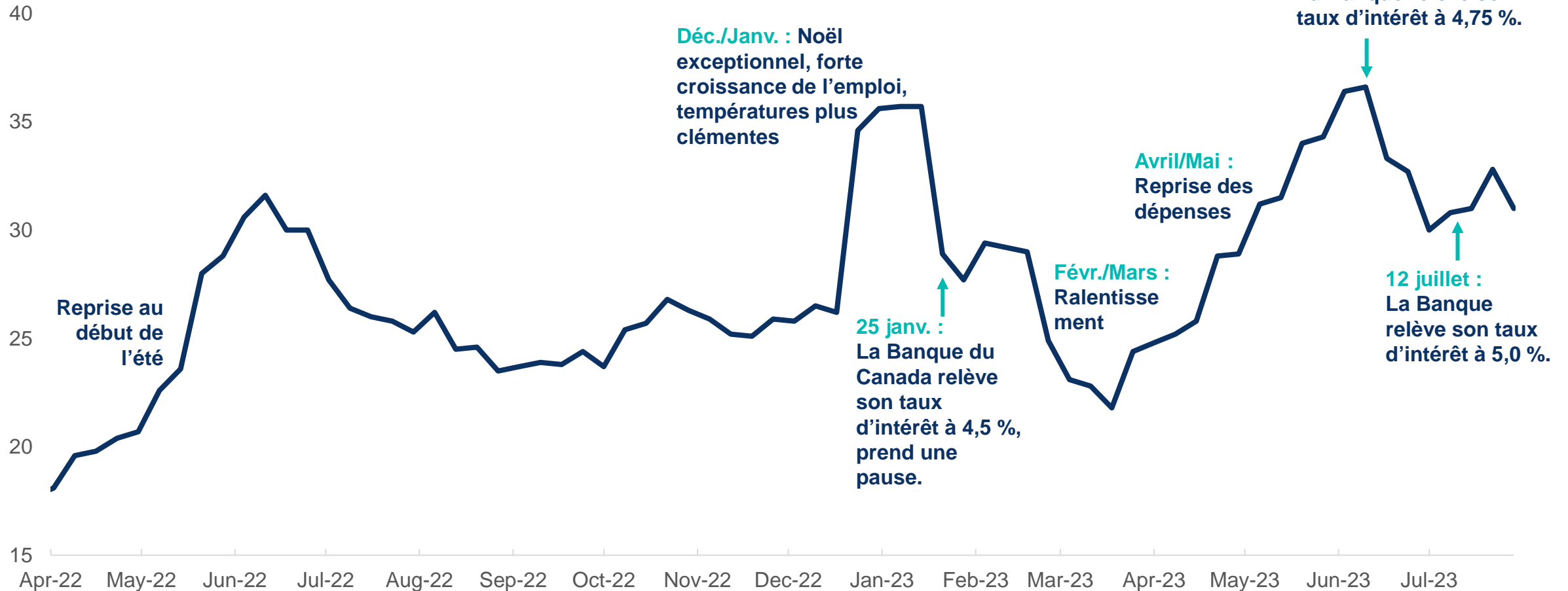
Source : Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada.



Les dépenses à la consommation ont commencé à ralentir après la reprise des hausses de taux d'intérêt par la Banque du Canada en juin...

Suivi des dépenses locales, Canada

Dépenses nominales, % de variation par rapport à février 2020



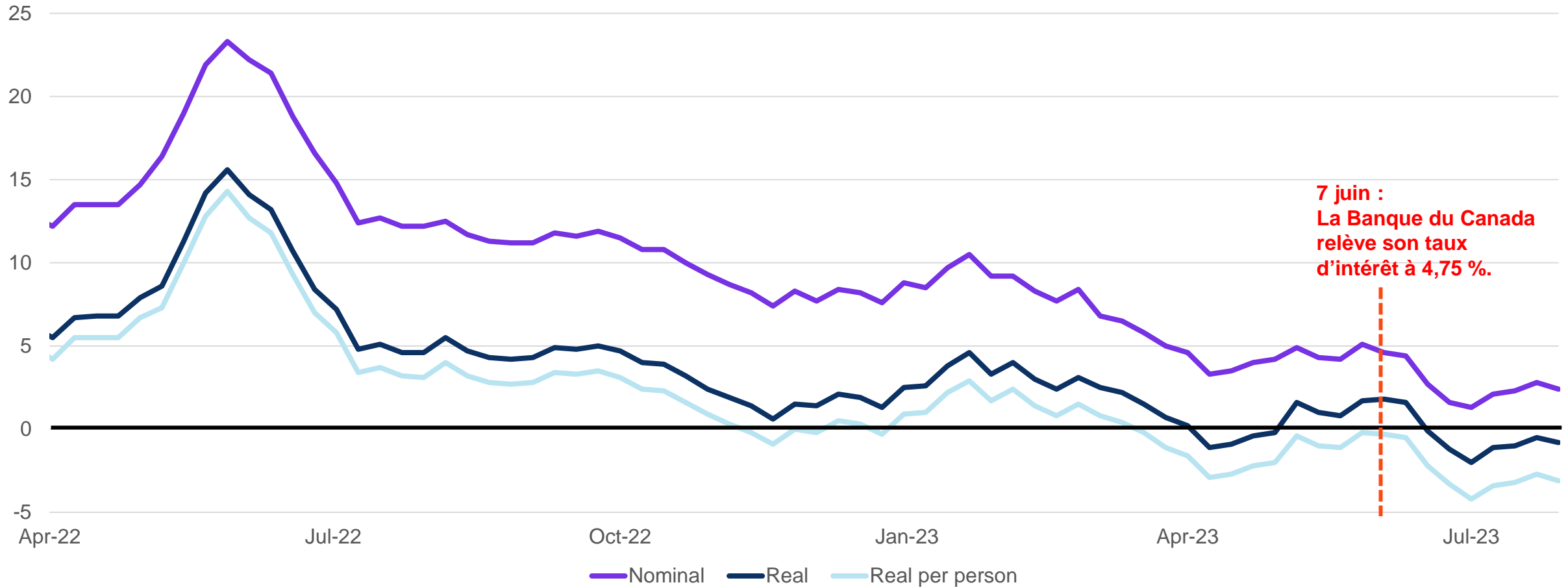
Source : Calculs du Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada à partir des données de Moneris.



...la croissance des dépenses de consommation réelles étant devenue négative sur une base annuelle après les dernières hausses de taux.

Indicateurs de croissance des dépenses, Canada

Variation en %, en glissement annuel



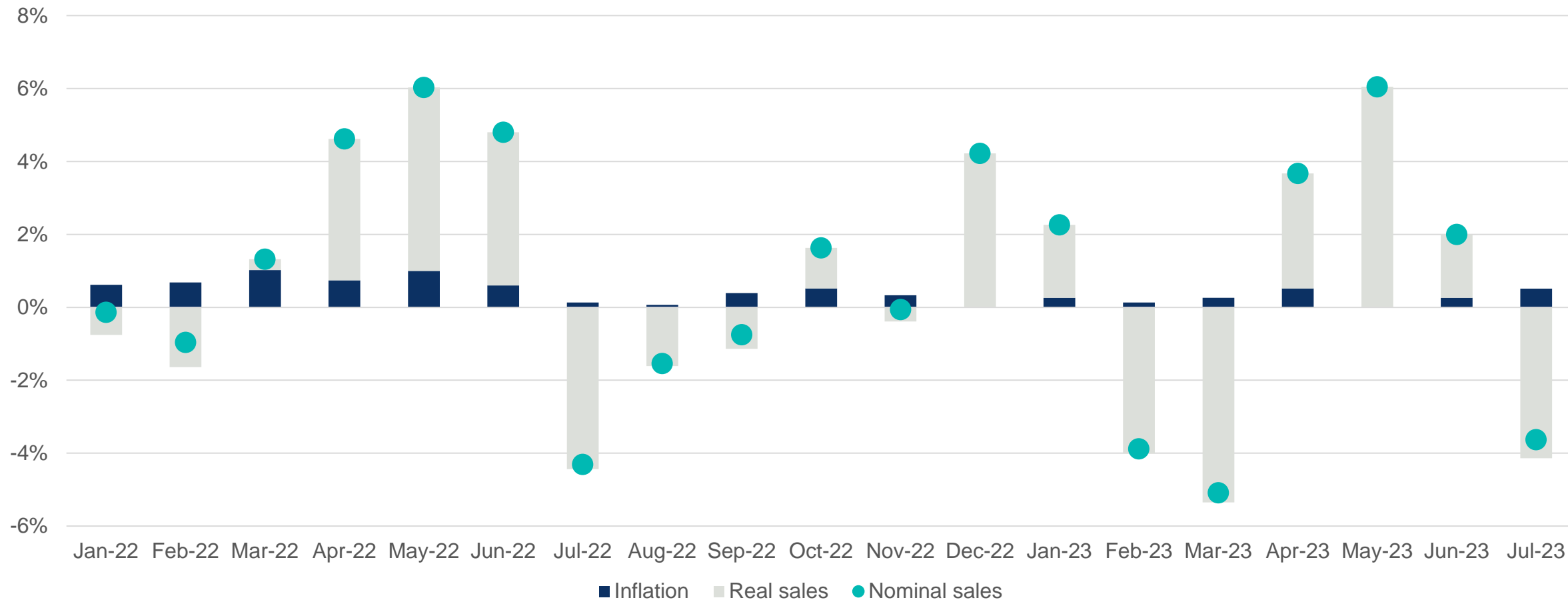
* Dépenses réelles = ajustées à l'inflation. Dépenses réelles par personne = ajustées à l'inflation et aux changements démographiques.
Source : Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada.



Après avoir fait preuve d'une résistance surprenante d'avril à début juin, les dépenses de consommation ont sensiblement diminué en juillet

Décomposition des dépenses locales nominales, Canada

Variation en %, en glissement mensuel



Source : Calculs du Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada à partir des données de Moneris et de Statistique Canada.



Résultats régionaux

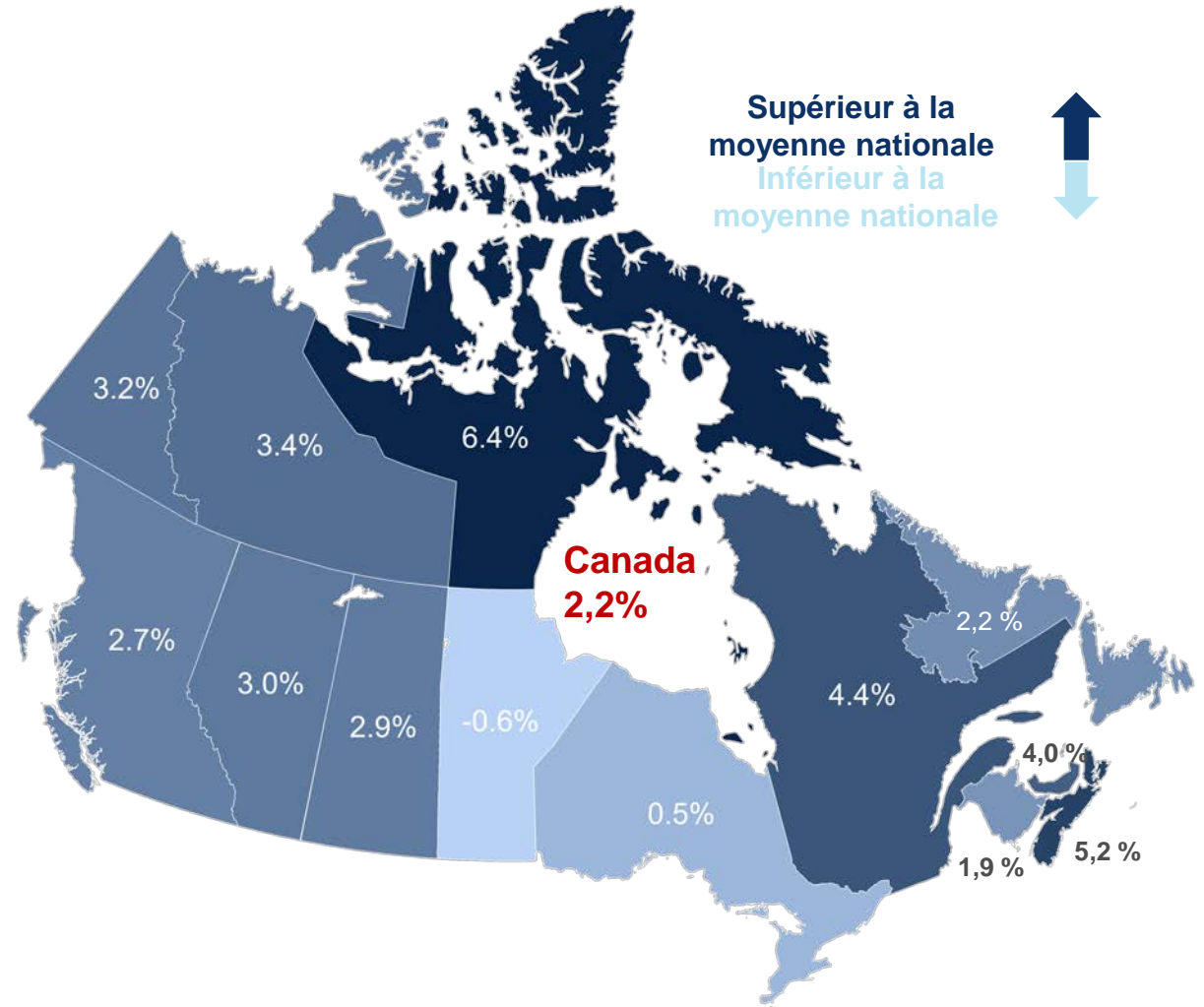




La croissance des dépenses de consommation **nominales** a été positive sur une base **annuelle** dans toutes les régions, à l'exception du Manitoba

Dépenses nominales

Variation en %, en glissement annuel au mois de juillet 2023

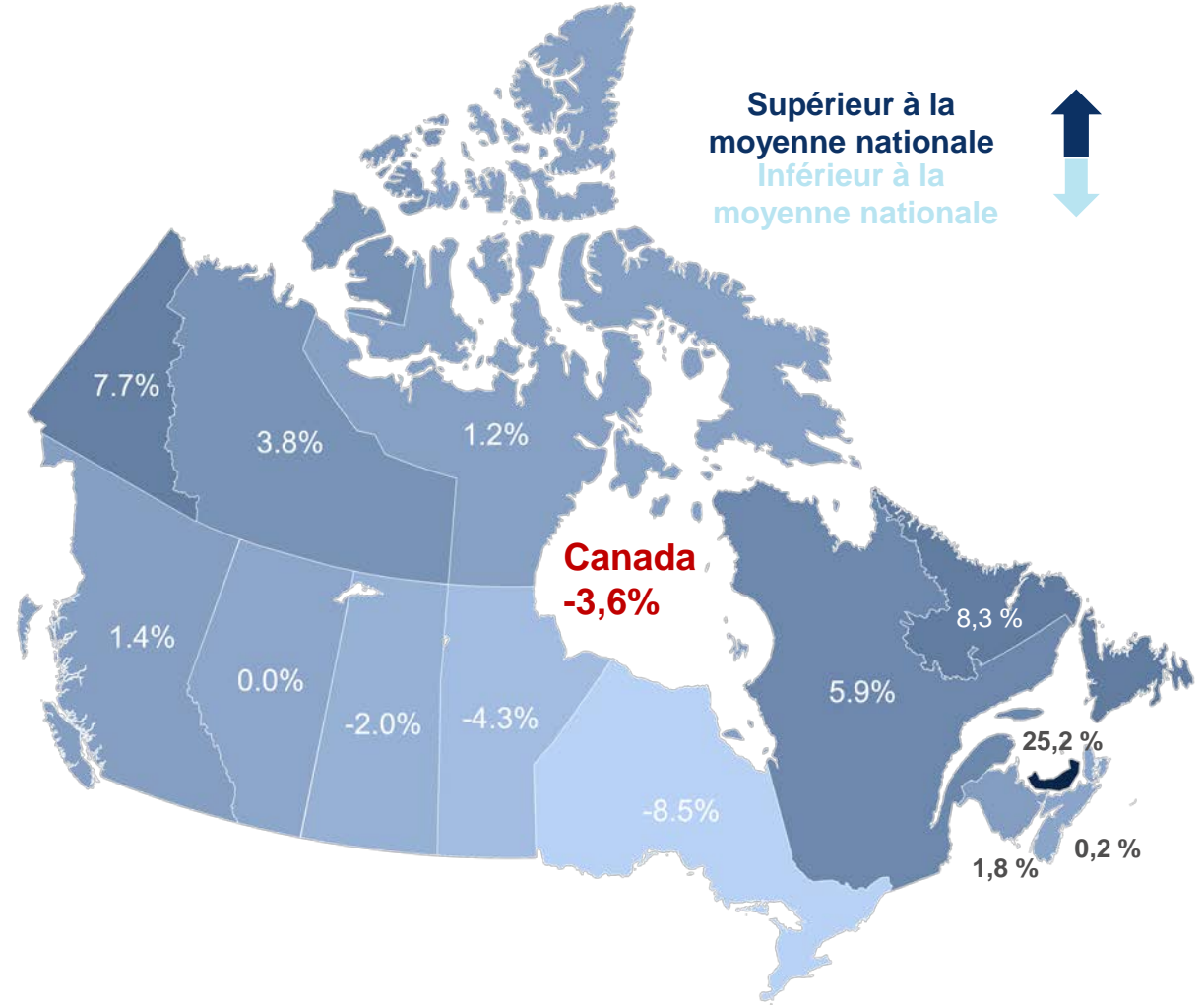




Les dépenses **nominales** ont diminué sur une base **mensuelle** à l'échelle nationale, avec une faiblesse importante dans le centre du Canada

Dépenses nominales

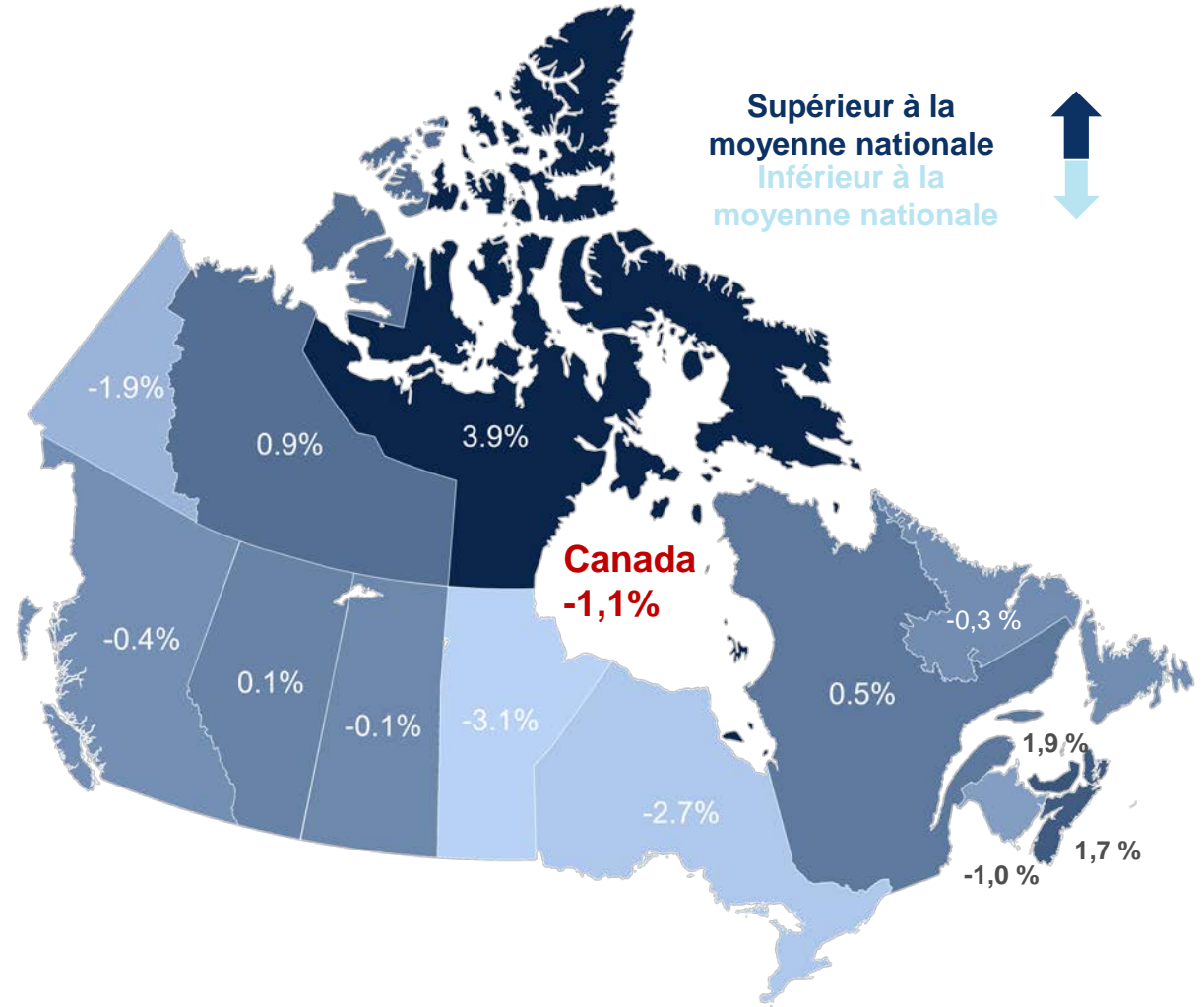
Variation en %, en glissement mensuel au mois de juillet 2023





Après correction de l'inflation, la croissance des dépenses **réelles** a été négative sur une base **annuelle** dans 7 régions sur 13

Dépenses nominales*, Canada, provinces et territoires
Variation en %, en glissement annuel au mois de juillet 2023



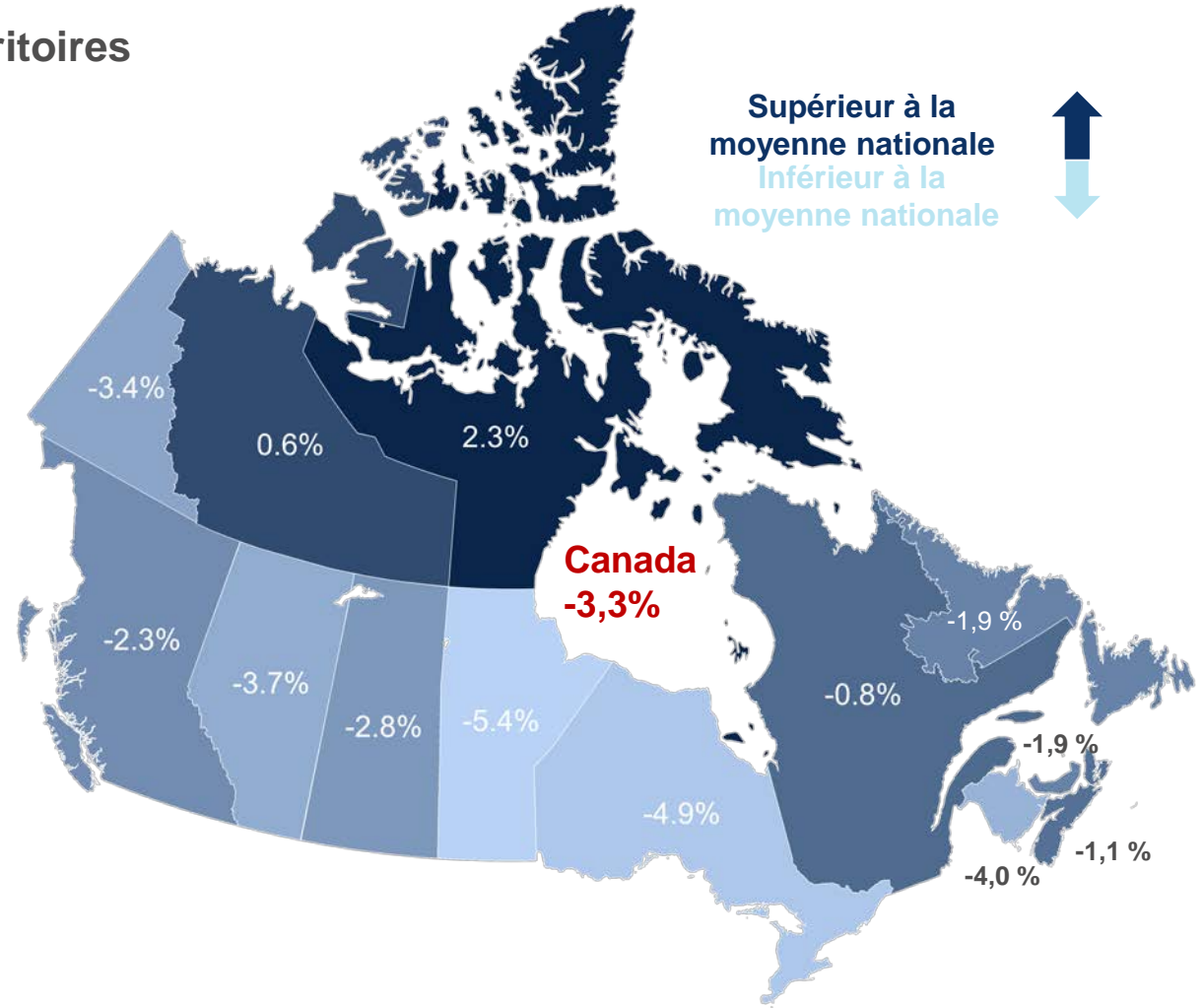
*Réelles = ajustées à l'inflation.

Source : Calculs du LDE à partir des données de Moneris.



Après ajustement pour l'inflation et la population, la **croissance des dépenses réelles par personne** a été **négative** sur une base **annuelle** dans 11 des 13 régions

Dépenses réelles par personne*, Canada, provinces et territoires
Variation en %, en glissement annuel au mois de juillet 2023



*Dépenses réelles par personne = ajustées à l'inflation et aux changements démographiques.
Source : Calculs du LDE à partir des données de Moneris.

Classement des provinces et des territoires en fonction des indicateurs

Croissance des dépenses nominales

Variation en % en glissement annuel

| | |
|----------------------|------------|
| 1 Nunavut | 6,4 |
| 2 Nouvelle-Écosse | 5,2 |
| 3 Québec | 4,4 |
| 4 Î.-P.-É. | 4,0 |
| 5 T.-N.-O. | 3,4 |
| 6 Yukon | 3,2 |
| 7 Alberta | 3,0 |
| 8 Saskatchewan | 2,9 |
| 9 BC | 2,7 |
| Canada | 2,2 |
| 10 T.-N.-L. | 2,2 |
| 11 Nouveau-Brunswick | 1,9 |
| 12 Ontario | 0,5 |
| 13 Manitoba | -0,6 |

Croissance des dépenses réelles

Variation en % en glissement annuel

| | |
|----------------------|-------------|
| 1 Nunavut | 3,9 |
| 2 Î.-P.-É. | 1,9 |
| 3 Nouvelle-Écosse | 1,7 |
| 4 T.-N.-O. | 0,9 |
| 5 Québec | 0,5 |
| 6 Alberta | 0,1 |
| 7 Saskatchewan | -0,1 |
| 8 T.-N.-L. | -0,3 |
| 9 BC | -0,4 |
| 10 Nouveau-Brunswick | -1,0 |
| Canada | -1,1 |
| 11 Yukon | -1,9 |
| 12 Ontario | -2,7 |
| 13 Manitoba | -3,1 |

Croissance des dépenses réelles par personne

Variation en % en glissement annuel

| | |
|----------------------|-------------|
| 1 Nunavut | 2,3 |
| 2 T.-N.-O. | 0,6 |
| 3 Québec | -0,8 |
| 4 Nouvelle-Écosse | -1,1 |
| 5 T.-N.-L. | -1,9 |
| 6 Î.-P.-É. | -1,9 |
| 7 BC | -2,3 |
| 8 Saskatchewan | -2,8 |
| Canada | -3,3 |
| 9 Yukon | -3,4 |
| 10 Alberta | -3,7 |
| 11 Nouveau-Brunswick | -4,0 |
| 12 Ontario | -4,9 |
| 13 Manitoba | -5,4 |

Croissance des dépenses nominales

Variation en % en glissement mensuel

| | |
|---------------------|-------------|
| 1 Î.-P.-É. | 25,2 |
| 2 T.-N.-L. | 8,3 |
| 3 Yukon | 7,7 |
| 4 Québec | 5,9 |
| 5 T.-N.-O. | 3,8 |
| 6 Nouveau-Brunswick | 1,8 |
| 7 BC | 1,4 |
| 8 Nunavut | 1,2 |
| 9 Nouvelle-Écosse | 0,2 |
| 10 Alberta | 0,0 |
| 11 Saskatchewan | -2,0 |
| Canada | -3,6 |
| 12 Manitoba | -4,3 |
| 13 Ontario | -8,5 |

*À partir de juillet 2023; C.-B. = Colombie-Britannique; T.-N.-L. = Terre-Neuve-et-Labrador; T.-N.-O. = Territoires du Nord-Ouest; Î.-P.-É. = Île-du-Prince-Édouard

Source : Calculs du LDE à partir des données de Moneris.

Classement des RMR en fonction des indicateurs

Croissance des dépenses nominales Variation en % en glissement annuel

Croissance des dépenses réelles

Croissance des dépenses réelles par personne

Croissance des dépenses nominales Variation en % en glissement mensuel

| | | | | | | | |
|-----------------|------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|
| 1 Iqaluit | 9,5 | 1 Iqaluit | 6,9 | 1 Iqaluit | 5,4 | 1 Charlottetown | 22,9 |
| 2 Halifax | 7,0 | 2 Halifax | 3,4 | 2 Yellowknife | 1,1 | 2 Québec | 8,9 |
| 3 Charlottetown | 4,6 | 3 Charlottetown | 2,3 | 3 Halifax | -0,9 | 3 Whitehorse | 7,7 |
| 4 Montréal | 4,6 | 4 Yellowknife | 1,4 | 4 Québec | -0,9 | 4 Gatineau | 6,1 |
| 5 Vancouver | 4,5 | 5 Vancouver | 0,9 | 5 Sudbury | -1,0 | 5 St. John's | 5,4 |
| 6 Québec | 4,5 | 6 Calgary | 0,7 | 6 Vancouver | -1,0 | 6 Moncton | 5,4 |
| 7 Calgary | 4,0 | 7 Québec | 0,0 | 7 Charlottetown | -1,5 | 7 Montréal | 3,3 |
| 8 Yellowknife | 4,0 | 8 Edmonton | -0,1 | 8 Montréal | -2,3 | 8 Vancouver | 1,8 |
| 9 Whitehorse | 3,2 | 9 Montréal | -0,2 | 9 Victoria | -2,7 | 9 Halifax | 1,6 |
| 10 Sudbury | 2,9 | 10 Sudbury | -0,6 | 10 Hamilton | -2,9 | 10 Calgary | 1,5 |
| 11 K-W-C | 2,5 | 11 Victoria | -0,7 | Canada | -3,3 | 11 Yellowknife | 1,4 |
| 12 Hamilton | 2,4 | 12 Moncton | -0,9 | 11 Whitehorse | -3,4 | 12 Victoria | 0,0 |
| 13 Moncton | 2,4 | Canada | -1,1 | 12 Calgary | -3,5 | 13 Edmonton | -0,3 |
| 14 Toronto | 2,3 | 13 Hamilton | -1,2 | 13 K-W-C | -3,7 | 14 Iqaluit | -0,4 |
| Canada | 2,2 | 14 K-W-C | -1,2 | 14 Toronto | -4,0 | 15 Sudbury | -1,5 |
| 15 Edmonton | 2,2 | 15 Toronto | -1,3 | 15 Gatineau | -4,2 | 16 Winnipeg | -3,4 |
| 16 Victoria | 2,0 | 16 Whitehorse | -1,9 | 16 Edmonton | -4,3 | Canada | -3,6 |
| 17 Gatineau | 1,2 | 17 Regina | -2,1 | 17 Moncton | -4,9 | 17 Regina | -4,3 |
| 18 Regina | 1,1 | 18 Gatineau | -2,1 | 18 Winnipeg | -5,1 | 18 K-W-C | -5,7 |
| 19 Winnipeg | 0,2 | 19 Winnipeg | -2,6 | 19 Regina | -5,2 | 19 Toronto | -6,6 |
| 20 St. John's | -0,9 | 20 St. John's | -3,8 | 20 St. John's | -6,2 | 20 Hamilton | -9,0 |
| 21 Ottawa | -7,6 | 21 Ottawa | -10,9 | 21 Ottawa | -13,1 | 21 Ottawa | -13,9 |

* En date de juillet 2023; K-W-C= Kitchener-Waterloo-Cambridge
Source : Calculs du LDE à partir des données de Moneris.



Annexe



- **Concepts de données :** Les données sur les dépenses de consommation saisissent les volumes hebdomadaires totaux de transactions en dollars, déduction faite des remboursements. Seules les données sur les transactions de crédit et de débit acquises par Moneris sont incluses. Les dates de déclaration de Moneris utilisent le début de la semaine de déclaration des ventes au détail, qui commence le dimanche. La LDE a choisi de comparer ces indices de dépenses sous-jacents à la semaine du 2 au 8 février 2020. Les variations de volume sont indexées en chaîne par Moneris. Les commerçants ne sont comptés que s'ils sont actifs pendant des semaines consécutives, afin de contrôler les changements dans l'échantillon au fil du temps. Pour plus d'informations sur cet ensemble de données de paiement, voir [Services de données de Moneris](#).

La « **croissance des dépenses nominales** » représente la variation en pourcentage, d'une année à l'autre, des dépenses totales en dollars courants (déduction faite des remboursements) traitées par Moneris pour tous les types de paiement (cela comprend les cartes de débit, de crédit et les portefeuilles numériques), limitée aux ventes des magasins comparables sur l'ensemble de l'échantillon, afin de contrôler les changements dans la part de marché. La « **croissance des dépenses réelles** » est ajustée pour tenir compte de l'inflation locale en utilisant le taux d'inflation d'une année sur l'autre de l'Indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada (tableau 18-10-0004-01). Les « **dépenses réelles par personne** » sont ajustées pour tenir compte de l'inflation locale et des changements démographiques en utilisant l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (tableaux 14-10-0380-01 et 14-10-0292-01). Tous les résultats sont corrigés des variations saisonnières à l'aide d'une ventilation saisonnière et tendancielle utilisant Loess, et amortis à l'aide d'une moyenne mobile de quatre semaines.

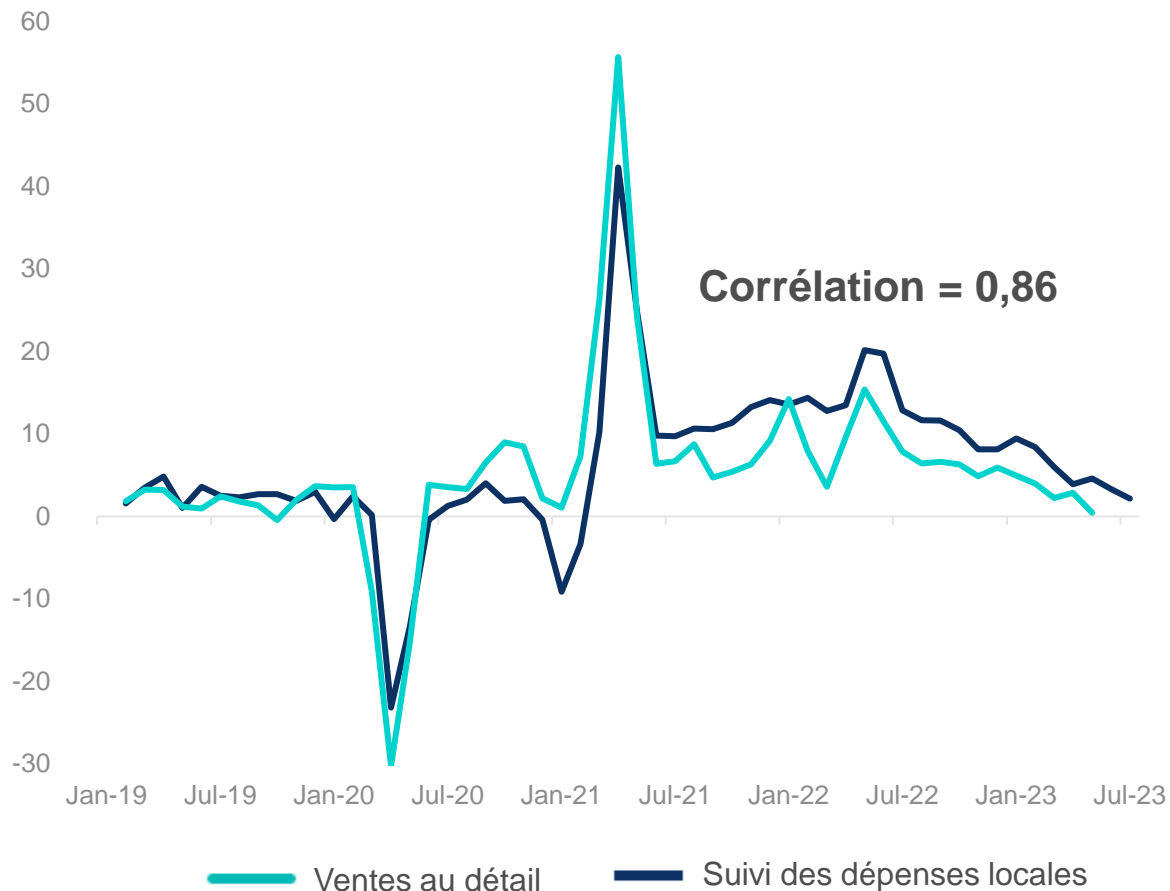
- **Avertissements :** Il est important de corriger nos données des variations saisonnières, mais la série chronologique disponible (hebdomadaire de janvier 2019 à aujourd'hui) est une période relativement courte pour le faire, et la pandémie a perturbé les schémas saisonniers typiques. Il existe des différences conceptuelles entre les ventes au détail officielles de Statistique Canada et notre ensemble de données sur les paiements. Par exemple, les dépenses pour des articles à prix élevé, comme les ventes de véhicules, sont incluses dans les ventes au détail, mais ne sont pas entièrement prises en compte dans nos données sur les paiements, car peu de consommateurs achètent une voiture en utilisant leur carte de crédit. Enfin, les données sur les transactions de paiement présentées ici reflètent l'emplacement de l'entreprise des vendeurs (c'est-à-dire l'endroit où les paiements sont réglés), et non l'emplacement de la résidence des acheteurs.
- **Contact :** Ce rapport présente une analyse réalisée par le Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada. Pour toute question ou tout commentaire, veuillez contacter Stephen Tapp, économiste en chef (STapp@Chamber.ca).



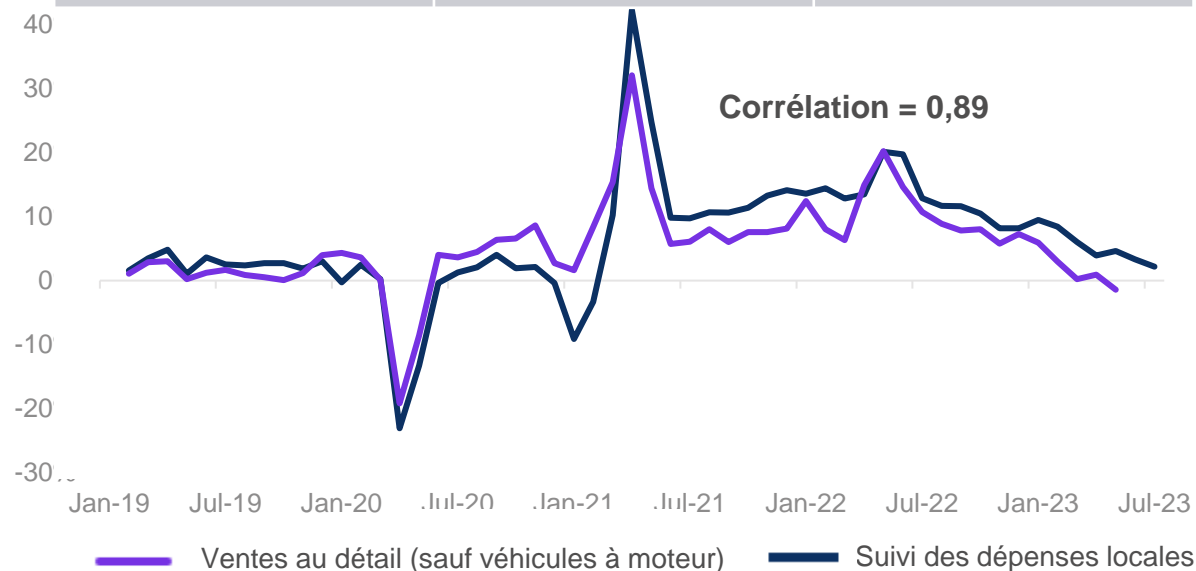
L'outil de suivi des dépenses locales est étroitement lié aux données officielles de Statistique Canada sur les ventes au détail

Suivi des dépenses locales et ventes au détail

Dépenses nominales au Canada, % de variation en glissement annuel



| | Suivi des dépenses locales | Ventes au détail |
|----------------------|----------------------------|------------------|
| Délai de publication | 3 semaines | 7 semaines |
| Fréquence | Hebdomadaire | Mensuel |
| Granularité | 35 régions | 23 régions |



Note : Les données de l'outil de suivi des dépenses locales sont corrigées des variations saisonnières et agrégées d'une fréquence hebdomadaire à une fréquence mensuelle.

Sources : Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada; Statistique Canada

La LDE est le fruit de notre collaboration avec Statistique Canada et du soutien financier d'Innovation, Science et Développement économique Canada.

